

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

« Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée » V. Hugo.

EDITORIAL

Le journal des citoyens

Pour une fois que les européens pouvaient indiquer leur préférence, c'est une belle gifle qu'ont reçue les partis politiques le 13 juin. Près de trois électeurs sur quatre (plus de 73 % au Royaume-Uni) ont manifesté leur refus de cette Europe de la finance et de la technocratie, et qui se fait sans eux. Alors que 13 pays sur les 15 avaient choisi des gouvernements qui se déclaraient "socialistes", l'initiative prise par le Premier ministre anglais, et suivie par son homologue allemand, de faire bifurquer cette "gauche" vers le néolibéralisme, a valu aux travaillistes anglais... moins de 6,5 % d'approbations (ce chiffre se réfère au nombre d'électeurs inscrits, afin de prendre en considération les refus de vote qui ont évidemment un sens, ce que la presse et les politiciens semblent mépriser).

Au contraire, L.Jospin avait refusé de suivre la démarche de T.Blair, affirmant ainsi une certaine "exception française", faite d'attachement à la solidarité et de refus de l'impérialisme américain selon lequel ce sont les forces du marché qui doivent tout régler. Et son parti est en tête aux élections européennes. Cette leçon sera-t-elle entendue d'un Parlement européen où la majorité a basculé à droite ? S'il avait plus de pouvoir, on pourrait s'en inquiéter. Il reste qu'un énorme ras-le-bol s'est manifesté : on ne veut plus de ces socio-démocrates qui, pas plus sociaux que démocrates, fuient devant les mesures sociales et laissent faire des technocrates qui n'ont cure de l'avis des citoyens. Ceux-ci sont évidemment de plus en plus désespérés. Presque chaque jour ils découvrent un nouveau sujet de colère, de peur, voire de révolte. Après avoir constaté que les éleveurs de bovins étaient devenus fabricants de vaches folles, ils ont compris que les contrôles sanitaires pouvaient être impuissants devant les lobbies. Ils viennent d'apprendre que des marchands criminels ont introduit sans scrupule de la dioxine d'huiles de vidange auto dans la nourriture de millions de poulets, et que d'autres clarifieraient certains vins au sang séché de bœufs (contaminés?)

Pourquoi la responsabilité qu'avaient prise les paysans d'entretenir la nature pour qu'elle fournisse notre nourriture s'est elle transformée en cette cupidité qui a amené l'industrialisation de l'agriculture au mépris de la nature et de la vie ? Comment réagir

et défendre une autre conception de la société ? Pour certains, la réaction est "se sauve qui peut", chacun pour soi. D'autres, devant l'ampleur des risques au milieu desquels le consommateur se trouve piégé, découvrent le rôle joué par la recherche de rentabilité financière et deviennent citoyens : ils veulent comprendre, puis agir ensemble. C'est dans cet esprit que, depuis plus de 60 ans, s'est placée *La Grande Relève* qui n'est pas un journal écrit par des professionnels pour en vivre. Ses rédacteurs-lecteurs sont bénévoles et aspirent à une société plus solidaire. Ils apportent dans ce forum non seulement leurs réflexions, contribuant à celles de leurs semblables, mais aussi leurs témoignages, au hasard de leur situation et font de notre GR un vrai journal *citoyen*, sans doute le premier du genre.

Ce mois-ci, c'est le vertige devant les "bombardements éthiques" par lesquels on nous a dit qu'il fallait détruire la Serbie pour sauver les Kosovars, qui a inspiré deux témoignages dont la convergence est significative. Le premier nous a été adressé par l'ancien conseiller de Norodom Sihanouk, au Cambodge, le second par un ingénieur en traitement des eaux en Yougoslavie.

Marie-Louise Duboin.

S O M M A I R E

ACTUALITÉ

- 1 Le journal des citoyens
- 2 Au fil des jours
- 3 Rose pâle, pâle...
- 8 Guerre...et paix ?

DOSSIER:

t é m o i g n a g e s

- 5 La mémoire courte
- 9 Printemps meurtrier

RÉFLEXIONS

LECTURES

- 4 Utopies économiques
- 14-15 COURRIER DES LECTEURS

LE RÉSUMÉ DE NOS THÈSES, EN TROIS PAGES, FIGURE DANS NOTRE NUMÉRO 983.

N° 990
juillet
1999



SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

- Boeing a annoncé le 13 mai la suppression de 6.500 à 7.000 emplois d'ici à la mi-2000 dans ses usines de Saint-Louis (Missouri) dans le cadre d'une restructuration de ses activités de construction d'avions militaires. Dans cette branche, ces réductions représentent 35% de ses effectifs.

- Le groupe allemand Siemens a annoncé la suppression de 1.220 postes dans les bureaux d'ingénierie de sa division énergie KWU. Ces mesures s'ajoutent aux 1.800 suppressions annoncées en mars.

- Prudential, premier groupe d'assurance-vie britannique va supprimer dans les 3 ans à venir 4.000 emplois dans ses services financiers.

- Dans le groupe suisse Novartis, le renforcement de la productivité dans les activité "agro-business" se traduira par la suppression de 1.100 postes à l'échelle mondiale.

- Les fusions-acquisitions entre entreprises américaines ont conduit à la suppression de 2.856 emplois en mai dernier, ce qui porte à 32.606 le nombre d'emplois ainsi supprimés depuis le début de l'année.

Depuis 1995, les fusions-acquisitions ont entraîné la suppression de 258.228 emplois, soit 11% du total de ces emplois. (Statistiques du cabinet de consultants Challenger, Gray and Christmas publiées le 14/6/99)

* * *

PARADOXE

«Plus les villes sont dynamiques, plus leur taux de chômage est élevé»². Les grandes métropoles régionales françaises (Toulouse, Marseille, Lyon, Lille, Nantes, Rouen, Montpellier ou Bordeaux...) concentrent les activités (plus de 5.000 créations d'entreprise en moyenne annuelle à Toulouse) et la création de richesses. Mais c'est au sein de ces grandes villes que le chômage augmente le plus. Le cas de la Haute-Garonne est particulièrement révélateur : c'est dans ce département centré sur Toulouse que le chômage est le plus élevé et où l'augmentation du PIB est la plus forte (presque deux fois plus que la moyenne nationale). Par contre, dans les départements voisins (Ariège, Gers, Tarn, Aveyron, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn-et-Garonne), considérés comme globalement en récession économique, les taux de chômage sont au plus bas (entre 6 et 9%).

Une explication de ce paradoxe est que les secteurs porteurs de croissance (comme disent les économistes), hautes technologies, télécommunications, aéronautique, espace, génie génétique, électronique, informatique, ... n'emploient qu'au compte-gouttes des gens de qualifications élevées. «La société informationnelle, à la différence de la société industrielle, ne produit pas de richesses à coups de main-d'œuvre. Sa valeur ajoutée est à base de matière grise. Or les deux tiers

des chômeurs de l'agglomération toulousaine n'ont pas de diplômes supérieurs à bac+ 2(...). La croissance, en raison des évolutions technologiques, a de moins en moins besoin de bras. L'équilibre entre dynamisme économique et emploi reste à inventer²». Qu'en pense le Premier Ministre, conseiller général du canton de Cintegabelle ?

* * *

BILANS TROMPEURS

Les chefs d'entreprises déplorent sans cesse le poids des salaires et des charges sociales qui grèvent leur budget. On n'oubliera cependant pas que le taux d'autofinancement des entreprises françaises atteint maintenant 118%. Elles ne manquent donc pas d'argent !

Mais elles savent aussi, quand ça les arrange, utiliser des astuces comptables pour présenter leur bilan, selon qu'elles le souhaitent positif ou négatif.

Un exemple récent vient de nous être donné par l'éditeur allemand de logiciel SAP : les analystes s'attendaient à un recul d'au moins 30% de ses résultats trimestriels alors qu'il vient d'annoncer une hausse de 22% de son chiffre d'affaires (7,08 milliards de francs) et un bénéfice de 646 millions de francs. Or, outre les efforts commerciaux entrepris, les bons résultats du groupe sont surtout dus au changement de méthodes comptables. SAP a en effet choisi d'abandonner les normes allemandes pour adopter les références américaines USGAAP. Ces méthodes comptables lui permettent d'enregistrer 40 millions d'euros supplémentaires dans son chiffre d'affaires et un bénéfice exceptionnel de 15,5 millions à la suite d'une reprise de provisions. Sans ces résultats exceptionnels, le résultat trimestriel aurait diminué de 29%, comme le craignaient les analystes.

* * *

NOUVELLES D'ATTAC

Nos nombreux lecteurs qui ont signé la pétition ATTAC sont désormais en bonne compagnie !

François Hollande, tête de liste socialiste aux élections européennes, a demandé l'établissement d'une taxe sur les mouvements spéculatifs³. Il a signé la pétition d'ATTAC ! ainsi que Laurent Fabius, Alain Krivine, Robert Hue.

Qui plus est, à l'initiative de cinq députés, Yves Cochet (Verts), Yann Galut (PS), Chantal Robin-Rodrigo (PRG), Jean-Claude Lefort (PC) et Georges Sarre (MDC), un Comité ATTAC s'est constitué à l'Assemblée Nationale. Il comptait le 16 juin, jour de sa réunion constitutive, une trentaine de parlementaires.

N'hésitez pas à inviter votre député et votre sénateur à y adhérer!

Jean-Pierre Mon.

1. Ces informations sont reproduites du Monde entre le 15/5/99 et le 23/6/99.

2. d'après Le Monde 2-3/5/99.

3. d'après Le Monde 5/5/99.

Rose, pâle, pâle, pâle...



Depuis des mois, notamment depuis l'élection de Schröder au poste de Chancelier allemand, on nous rebat les oreilles avec l'Europe rose, l'Europe social-démocrate qui compte actuellement 13 gouvernements "de gauche" sur 15. C'est le moment ou jamais, nous dit-on, à gauche, de faire l'Europe sociale pour contrer l'Europe des marchés. Las, depuis le Sommet de Cologne, il faut déchanter. La *Grande Relève* n'a pas attendu ce sommet pour dénoncer entre autres, la duplicité d'un Tony Blair. Mais voilà qu'il vient d'entraîner Schröder (gauchiste dans sa jeunesse) dans son sillage. Lors d'une rencontre à Londres le 8 juin, nos deux compères, dans un manifeste commun, ont remis les pendules des naïfs à l'heure.

Le social-libéralisme, jusque là timidement évoqué, fait une entrée fracassante sur la scène politique. Ringarde, la social-démocratie des Lafontaine en Allemagne, des Jospin en France ! On se demande d'ailleurs pourquoi on garde le mot "social" devant libéralisme : sans doute pour maintenir un distinguo politico-électoral comme en Amérique entre Républicains et Démocrates. T.Blair apparaît de plus en plus comme le cheval de Troie des États-Unis au sein de l'Europe. Rappelez-vous : il y a quelques mois, au cours de rencontres avec Clinton, T.Blair avait lancé l'idée d'une espèce de "centre" où Clinton, les social-démocraties d'Europe "modernisées" mèneraient une politique commune, économique et sociale.

Depuis, T.Blair n'a même pas cherché à masquer sa complicité : en Irak comme au Kosovo, il a suivi Clinton, se faisant même son porte-parole en réclamant de frapper plus fort et d'envoyer des troupes au sol, vraiment Thatcher n'aurait pas fait mieux. John Major apparaît aujourd'hui comme un bien pâle libéral comparé à T.Blair, le travailliste...

Reprenons les faits :

- En 1997, Jospin, à peine nommé Premier Ministre, doit "avalier" le traité d'Amsterdam. En compensation, on lui accorde le "sommet social" du Luxembourg en nov. 1997. Quelques "grands principes" et de vagues décisions évoquent l'avenir social de l'Europe.

- Début juin 99, à Cologne, se réunissent les chefs de gouvernements des Quinze qui étudient, entre autres, un nouveau pacte pour l'emploi. Un expert non socialiste commente :

«Ce pacte est un document de philosophie plutôt libérale qui dit que l'emploi se règle par l'économie. C'est un refus de la vision française. Il montre que même si treize gouvernements sur quinze sont de gauche, il n'y a pas d'Europe social-démocrate.»

Et les quinze réaffirment la nécessité "d'appliquer strictement les critères du pacte de stabilité et de croissance".

*Le Monde*¹ rapporte que certaines demandes de L.Jospin ont suscité des réactions vives : «Quand

Lionel Jospin a commencé à parler d'un objectif de croissance de 3 %, la moitié de la salle s'est esclaffée.» Sympa de la part de collègues "roses". Le conseiller financier de Schröder aurait pu conseiller Kohl : «*Contrairement aux déficits publics, la croissance ne peut être influencée marginalement par les politiques*». En un mot, place au marché, non au volontarisme pour lutter contre le chômage et les inégalités sociales.

- Le 8 juin, à l'issue de la rencontre Blair-Schröder à Londres, c'est le pavé dans la mare. *Le Monde*² résume le manifeste des deux camps. «*Tony Blair renforce son ascendant intellectuel en Europe. Il dispose désormais, avec G. Schröder, d'un allié de poids au sein d'une gauche européenne qu'il voudrait convertir au libéralisme*».

Pas un mot sur "la stratégie européenne de croissance" jusque là au programme de l'Europe social-démocrate. Par contre, il faut réduire les taxes sur le travail et les entreprises «*l'État doit soutenir les entreprises (tiens, tiens, et le libéralisme ?), mais ne pas se substituer à elles. Il convient de maintenir des normes sociales minimales ... Un système de sécurité sociale qui finit par entraver les capacités de trouver de l'emploi doit être réformé. Les sociaux-démocrates modernes veulent transformer le filet de sécurité composé par les acquis sociaux en un tremplin pour la responsabilité individuelle.*»

On ne peut s'empêcher de penser que la date de cette proclamation a été choisie en fonction de celle des élections européennes. Elle se veut la voix (la voie) de l'Europe des Quinze.

La droite en France s'est évidemment empressée d'utiliser l'événement, notamment dans ses derniers meetings électoraux, pour fustiger le "ringardisme" de la gauche française. Sarkozy s'en est pris "au cancre de la classe socialiste européenne" (suivez mon regard). L.Jospin s'est efforcé, dans une réunion électorale, le 9 juin, de répliquer sans vouloir envenimer les choses «*Alors troisième voie ? Nouveau Centre ? Non*». L.Jospin ignore peut-être la boutade fort pertinente de feu Edgar Faure, expert en la matière : «*Le centre, c'est la deuxième porte à droite.*»

Il faut se rendre à l'évidence : l'Europe sociale ne viendra pas de l'Europe "rose" presque entièrement acquise au seul libéralisme. Elle ne peut venir que d'un mouvement social européen, comme nous l'avons souvent écrit dans la *Grande Relève* et comme l'exprime fort bien Pierre Bourdieu dans le *Diplo* de Juin.

A n d r é P r i m e

PS. Dernière minute :

Les résultats aux élections européennes des partis de Blair et Schröder sont catastrophiques. Conséquence de leur "libéralisme" affiché ? Probablement à cause d'eux, le Parlement européen passe à droite.

1. des 6-7/6/99

2. du 10/6/99

AGONE,

une revue à découvrir !



Le N°21 de cette revue "Philosophie, Critique et Littérature" est consacrée aux utopies économiques. Sa préface, signée M.Barillon et J.Luzi, mettra d'abord quelque baume au cœur de nos lecteurs : « *Il y a*

lieu de réhabiliter les utopies sociales radicales, d'autant que l'insondable médiocrité des idéologies dominantes contribue à plonger plus profondément nos contemporains dans la misère spirituelle, l'hébétéude, la ruine de la volonté humaine auxquelles les conduit la perte de l'espérance en un monde meilleur. »

Excellent choix ensuite d'un texte de Marcuse, en guise d'introduction, reprenant une idée marxiste selon laquelle c'est le développement actuel des forces de production « *qui permet ce saut de la quantité à la qualité* » et qui ouvre enfin la voie à ce qu'il appelle la société libre que nous appelons le socialisme de l'abondance, et qui ne signifie pas le règne du chacun pour soi, c'est-à-dire la loi de la jungle et du "toujours plus".

Michel Barillon met bien ensuite les points sur les i à propos du capitalisme d'État soviétique. Puis Jacques Luzi a le courage de s'attaquer aux problèmes de sémantique à propos des mots liberté et "modernité" avec lesquels on a si vite fait de se heurter. Ce sont des auberges espagnoles pour nos politiciens : chacun y met ce qu'il entend, et on aboutit à des dialogues de sourds.

Avec quel talent Alain Farrachi défend plus loin un point de vue que les écologistes ne savent pas toujours si bien élargir !

La revue donne ensuite la parole à deux associations que nous avons soutenues dans ces colonnes dès leurs débuts, BIEN et ATTAC. On ne peut pas dire qu'elles soient uto-

pistes, puisqu'elles ne proposent pas de véritable projet de société, mais se contentent d'imaginer des aménagements au système actuel ("amadouer le renard pour le garder dans le poulailler"), avec l'espoir qu'ils seront acceptés par le néolibéralisme. Combien de temps et d'énergie seront dépensés avant qu'elles s'aperçoivent qu'elles n'y arrivent pas ? Quelle sera alors leur réaction : résignation ou violence ? Deux extrêmes qu'on aimerait bien pouvoir éviter.

Ce n'est qu'après cela, dans ce numéro remarquable d'Agone, que de véritables projets de société sont évoqués. Et on est alors frappé par la concordance entre la démocratie étendue à l'économie, que M-L Dubois suggère en évoquant le "contrat civique", et l'article intitulé "Pour une démocratie économique" de Takis Fotopoulos.

Ce rapprochement fait la preuve objective que ces propositions sont "actuelles", réalistes et correspondent à un besoin. Les deux projets cadrent parfaitement dans ce que Norman Baillargeon décrit comme "l'économie participative" ou *Écopar*, proposée au début des années 90, soit à peu près en même temps que le contrat civique, et ceci constitue une preuve de plus que ces propositions convergentes émanent de l'actualité, on a envie de dire "qu'elles sont mûres". N.Baillargeon n'a probablement jamais rien lu de Dubois, car il en aurait parlé, puisqu'il aborde les "antécédents théoriques". C'est sans doute parce que lorsque Dubois a élaboré ses analyses et propositions, une telle convergence était pas encore sensible, pas dans l'air du temps. Les dégâts ne faisaient que commencer et les plus gros étaient encore à venir. Bref, il était en avance, même sur les penseurs de son temps...

Mais ce numéro d'Agone fait la démonstration que ces projets "pointent", qu'ils commencent enfin à toucher quelques penseurs indépendants.

Et qu'il est donc enfin temps d'en parler.

La facture du Kosovo

D'un coût exorbitant, les frappes de l'OTAN vont imposer, à travers la fiscalité et les prix, de nouvelles et lourdes charges à la plupart des consommateurs et des contribuables. Mais l'argent dépensé ne part pas en fumée. Il poursuit sa ronde, formant revenus et profits à chacun de ses impacts.

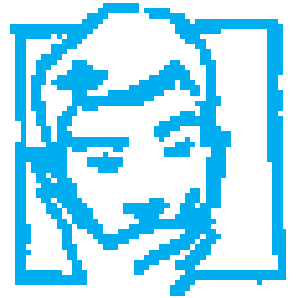
"**La paix indésirable - Rapport sur l'utilité des guerres**", c'était le titre d'un livre de J.K. Galbraight publié il y a trente ans et passé quasi-inaperçu. Il rappelait que l'argent déplacé à l'occasion des guerres enrichissait les fournisseurs et marchands de munitions et de matériels, que celles-ci aidaient à l'assainissement des marchés encombrées d'excédents en quête de débouchés, procuraient des emplois, servaient de soupape aux surplus industriels et miniers, leurs multiples incidences sur les activités économiques, commerciales (y compris celles de la reconstruction) constituant ainsi un moyen efficace de relance d'une prospérité financière délivrée, pour un temps, du fléau de l'abondance "*qui tue le profit*".

A-t-on lu ou entendu, à ce jour, la moindre allusion à cette déplaisante vérité ? Foin des argumentaires à coloration humanitaire visant à justifier les frappes de l'OTAN. La disproportion flagrante des moyens mobilisés pour neutraliser un seul personnage est telle qu'il faut s'étonner que nul n'ait invoqué un motif plus crédible, moins puéril, à la mise en œuvre d'une pareille armada.

D'aucuns s'interrogent sur l'intérêt des États-Unis à s'être immiscés dans ce guêpier. N'allons pas chercher midi à quatorze heures.

Henri Muller.

Tant de bobards courent sur la nécessité d'instaurer la capitalisation dans le régime des retraites que nous avons consacré l'essentiel de notre dernier numéro à ce sujet. Du coup, nous n'y avons pas publié le texte ci-dessous, écrit le 24 avril dernier, préférant retarder sa publication plutôt que couper le témoignage que G-H Brissé rapporte du Cambodge :



La mémoire courte

Les tragiques événements qui mettent à feu et à sang la Fédération de Yougoslavie, me ramènent inéluctablement à une autre évolution tout aussi dramatique qui affecta le Cambodge, lequel se remet difficilement, près de trente ans plus tard, d'un coup d'État orchestré par la CIA en mars 1970.

Il paraît opportun de rappeler que quelque 440.000 tonnes de bombes yankees, déversées en deux cents jours et nuits sur ce malheureux pays, jointes à la guerre civile délibérément activée et aux pogroms anti-vietnamiens, causèrent quelque 800.000 victimes de 1970 à 1975 — sans compter l'abomination ultérieure : triomphe des Khmers Rouges, enfants putatifs de la Révolution culturelle chinoise, puis occupation du Cambodge, dix années consécutives, par le puissant voisin vietnamien. Le tout sur fonds de soutien actif, militaire et diplomatique, au régime du Kampuchea Démocratique, notamment par la Chine, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Thaïlande.

Aujourd'hui encore, on estime que sur la totalité des bombes larguées par les Yankees, 33 % n'ont pas explosé, ce qui représente environ 600.000 engins, auxquels s'ajoutent les millions de mines posées depuis lors sur tout le territoire khmer, et qui continuent à faire des dizaines de victimes par mois.

ÉCHECS

D'INTERVENTIONS AVEUGLES

Que dire des autres multiples interventions aveugles et hypermeurtrières d'une superpuissance, lesquelles se sont toutes soldées par des échecs minables : le soutien accordé aux seigneurs de la guerre de Tchank Kaï shek, au terme des années 1940, qui ont consacré le triomphe de Mao Tsé tong et la division de la Chine, laquelle porte encore en germe les développements de redoutables conflits. Le largage par McArthur, dans les années 1950-53, d'un tapis de bombes sur le partie nord de la Corée, jusqu'au fleuve Yalou, au prix d'un nombre incalculable de victimes, de quelque 10 millions de personnes (toujours) déplacées et, en finale, de la scission pérenne de la péninsule coréenne, perpétue encore dans cette région du monde une atmosphère de guerre froide. L'objectif était d'abattre Kim Il Sung, mort dans son lit en

1994 et qui a pour successeur son propre fils Kim Djeung Il, dans ce "royaume-ermite" qui tente de survivre comme il le peut depuis la cessation des aides substantielles allouées par l'ex-URSS et la Chine. La

Corée forme un tout : richesses minières et industrie lourde au nord, ressources agricoles et industries de transformation au sud. Mais depuis l'armistice de Pam Mun Jom de 1953, aucun traité de paix n'a été signé qui ouvrirait ce pays à la réunification. La rancune yankee est coriace...

Que dire encore de l'irruption de cette même superpuissance à partir de 1962 dans les États de l'ex-Indochine où les régimes communistes (au Laos, au Vietnam, au Cambodge) détiennent toujours les clés du pouvoir ? Robert Mc Namara, l'un des promoteurs de cette stratégie dite de "countainment" du communisme, a eu pour le moins le courage d'en reconnaître l'inanité. «Une tragédie sans importance», titrait dès 1979 l'analyste britannique William Shawcross, à propos de l'intervention yankee au Cambodge. Dans l'indifférence générale. On efface tout et on recommence !

Quid de l'affaire de Cuba en 1962 qui a consacré le maintien aux affaires de Fidel Castro ? de la Lybie du Colonel Khadafi ? de l'Iran des Ayatollah ? de l'Irak de Saddam Hussein ? Nous avons tous en mémoire le lamentable échec de l'intervention militaire Yankee en Somalie.

A quoi ont bien pu servir ces bombardements massifs par B 52 interposés, puis par frappes dites "chirurgicales" à coups de missiles téléguidés, sinon à ramener ces pays et leurs populations respectives à l'âge de pierre, tout en confortant au pouvoir ceux-là mêmes que l'on souhaitait éliminer ?

Il n'est nul besoin d'être polytechnicien ou énarque pour prévoir un avenir radieux à Slobodan Milosevic (ou à un éventuel successeur plus intransigent encore) et la ruine pour une génération des pays de la Fédération Yougoslave et des nations périphériques.

POUR LA PROSPÉRITÉ DE LOBBIES

Ce n'est pas faire preuve "d'anti-américanisme primaire", selon la terminologie en vogue dans certains cénacles bien-pensants, que de dénon-

- ● ● cer cette stratégie imbécile perpétuellement condamnée à l'échec, et qui ne vise qu'à mettre la planète à feu et à sang pour la plus grande prospérité des "lobbies" outre-Atlantique. Nous autres Français avons abdiqué toute dignité en nous jetant tête baissée dans la gueule du grand loup yankee. Et les conséquences en sont encore incommensurables. Nous avons réussi, en nous engageant aux côtés des légions de la nouvelle Rome, à nous mettre à dos les Slaves, les Russes, les Chinois, les Hindous, les Grecs, les Turcs, et à favoriser au sein des puissances ainsi vouées au mépris, les éléments les plus extrémistes, nationalistes et autres partis "bruns-rouges", qui ont désormais le vent en poupe.

La fragile région des Balkans, où ont pris naissance les deux premières guerres mondiales, est, une fois de plus, dangereusement déstabilisée, et les feux de la guerre risquent de s'étendre comme une traînée de poudre aux pays de l'Est européen, au Moyen Orient, à la Grèce, à la Turquie, et, en tout premier lieu, aux pays voisins, Macédoine, Monténégro, Bosnie, Bulgarie, Roumanie, États multi-ethniques qui subissent de plein fouet une crise économique encore aggravée par la rupture des échanges commerciaux avec Belgrade.

EN ATTENDANT UN NOUVEAU PLAN MARSHALL ?

Le bilan, en termes de coût, de ce funeste engagement militaire, s'annonce catastrophique, non seulement au regard de ses dégâts humains, des transferts massifs de populations qu'il engendre, mais aussi de la surcharge financière pour les budgets nationaux des États membres de l'Union Européenne. Les principaux bénéficiaires en seront, comme toujours, les marchands d'armes et les entreprises associées, notamment outre-Atlantique. Et, sans doute, ultérieurement, les pourvoyeurs d'un nouveau "Plan Marshall" en filigrane, où les super-lobbies yankees se tailleront la part du lion.

On peut prévoir également, à plus long terme, que la cote du Dow Jones va atteindre des sommets inégalés, enfonçant un peu plus l'euro par un gonflement de la bulle financière à Wall Street, suscitant, par un effet de dominos, un krach financier mondial.

Il n'y a rien de nouveau sous le soleil : le recours à la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens. Il permet en outre de mettre une sourdine aux revendications populaires.

S'y ajoute l'incapacité de l'Europe des technocrates, financiers et spéculateurs, à présenter un front uni pour affronter les périls en cascade sur ses propres marchés. Les oligarchies financières yankees, omniprésentes à l'intérieur même des

places boursières européennes, trouvent toujours des oreilles complaisantes à Londres et à Berlin, et il n'est pas nécessaire d'être devin pour imaginer, à l'heure du bilan, les dissensions à l'intérieur de l'Union.

En France même, des craquements se font déjà entendre au sein des coalitions politiques, où les dissensions et autres regroupements s'avèrent désormais inéluctables, donnant du grain à moudre aux courants "souverainistes".

CHERCHER L'ÉQUILIBRE

Est-ce à dire pour autant que s'impose une déclaration de guerre à l'Empire yankee ? Trop d'intérêts croisés relie la vieille Europe à la fougueuse Amérique. Entre les accommodements serviles à la stratégie hégémoniste de la nouvelle Rome et la montée des peuples vers toutes les résistances, y compris les plus extrêmes, la voie est étroite. Elle demeure cependant la seule en mesure de déboucher, à terme, sur un nouvel équilibre planétaire et un ordre de paix mondial. Sous réserve que les puissants de ce monde daignent s'atteler enfin à la réforme en profondeur de ce qui constitue la source de tous nos maux : le système monétaire international, et les dérives ultra-libérales qu'il engendre.

AVEC D'AUTRES MÉTHODES

Les leçons de l'Histoire ne servent, décidément, à rien ! Ceux qui aspirent à la façonner, dans le temps présent, rejoignent les grands ancêtres qui l'ont inscrite hier, en lettres de sang, s'engageant corps et âme dans ce mouvement d'hystérie guerrière collective si contraire aux idéaux de paix qu'ils professent par ailleurs. Dans ce contexte, la référence aux modèles proclamés universels de défense des droits de l'Homme et d'ingérence humanitaire ont un impact bien dérisoire.

Qui nous fera croire qu'il était indispensable d'écraser sous les bombes et de condamner à l'exode et la ruine, au nom du droit humanitaire, des populations entières pour contrecarrer les vellétés dictatoriales d'un seul homme et de son équipe ?

À mon humble avis, la place de la France n'était pas aux côtés des centurions de l'Empire yankee, mais, prudemment, en marge de l'engagement militaire, pour se réserver un rôle d'arbitrage et de conciliation, comme elle avait du reste su le faire lors de la récente intervention militaire anglo-américaine en Irak.

L'échec de la conférence de Rambouillet, initiée par la France, s'est avéré patent à partir du moment où la Secrétaire d'État américaine Madeleine Albright a posé des conditions inacceptables pour les Serbes, en les menaçant des pires représailles s'ils n'obtempéraient pas sur-

le-champ. On en revient à la bonne vieille politique de la canonnière, qui fit les beaux jours de l'époque coloniale. Elle apparaît comme la manifestation pérenne d'un "Drang nach Ostern", de sinistre mémoire, et s'inscrit dans le prolongement de la "conquête vers l'ouest". Entre les Indiens et les Serbes, où se situe la différence ?

Mais, justement, les Serbes ne sont pas des "Indiens". La plus grande erreur fut d'avoir sous-estimé, une fois de plus, la capacité de résistance de tout un peuple, a fortiori dans l'hypothèse plausible d'un engagement de troupes au sol.

PRÉVENIR LA VIOLENCE

Depuis une dizaine d'années, dans cette région du monde, on s'est beaucoup plus préoccupé d'activer les divisions et de multiplier les regroupements et découpages ethniques, plutôt qu'à rassembler, semer la zizanie plutôt qu'à rechercher les pistes d'une réconciliation. La seule diplomatie qui vaille consiste à s'efforcer de résoudre les conflits en amont, sans attendre que la spirale de la violence englue les antagonistes dans des affrontements inextinguibles.

L'opinion publique occidentale, soumise à l'énorme machinerie d'une information trop souvent à sens unique, est éminemment versatile. Majoritairement va-t-en guerre hier, elle peut basculer à tout moment, au regard de la cohorte des cercueils de ses propres fils tombés sur les champs de batailles (y compris à Washington). Le risque est de nous acheminer vers un super Vietnam, avec le dénouement que l'on sait, cette fois au risque d'une troisième guerre mondiale.

Faut-il rappeler que la Yougoslavie de Josip Broz Tito, le Croate, avait su tenir tête d'abord aux Nazis, puis à Staline, puis aux E-U, et était considérée comme une puissance respectée dans le concert des nations ? Championne du non-alignement, elle avait fait sienne la doctrine du Pancha Sila et de la coexistence pacifique édictée à Bandung (1955) et se présentait en berceau de l'autogestion, accordant une auto-

nomie de gestion à ses composantes ethniques. Ranger par ailleurs des peuples en lice dans la catégorie des "bons" d'un côté, des "affreux" de l'autre, constitue une autre aberration. Face à l'expansionnisme serbe, campent aussi les partisans d'une "grande Albanie", englobant, outre le Kosovo, la Macédoine et le Monténégro. L'Albanie elle-même, où le pouvoir central ne contrôle plus grand-chose, est désormais livrée à l'emprise toute-puissante des mafias, et plus d'un million d'armes circulent librement dans le pays.

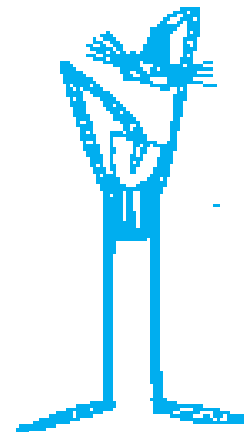
LE DROIT INTERNATIONAL A ÉTÉ TRANSGRESSÉ

Dans cette affaire, l'autorité de l'ONU, une fois de plus, a été bafouée, la Russie humiliée, le droit international transgressé. La France a déclaré la guerre à un État et à un peuple qui, à aucun moment, ne l'ont agressée. Sans même recueillir l'avis préalable du Parlement auquel, selon la Constitution, il appartient de promulguer l'état de guerre.

La France est, paraît-il, une puissance mondiale. Des centaines de milliards de francs furent consacrés à l'élaboration d'une force de frappe nucléaire qui n'a servi qu'à perpétuer cette dangereuse illusion. Le coq gaulois s'est assoupi. Il n'a pas eu le courage de pousser jusqu'à son terme la volonté gaullienne de son désengagement vis-à-vis du versant militaire de l'OTAN, voire de son démantèlement, dès lors que le Pacte de Varsovie, voire même l'OTASE, avaient été dissous. "Astérix et Obélix" font flores dans les salles de cinéma, mais le peuple français patauge dans les délices du nouvel ordre mondial.

JUSQU'À QUAND ?

Quant à l'Europe, elle ne prendra son plein élan que lorsqu'elle se constituera en Europe confédérale des peuples, par delà le consortium actuel des mercenaires de la haute finance et des technocrates à leur solde, plus prompts à stimuler les cotes de la Bourse et à surveiller les fluctuations des taux d'intérêts, voire les méga-fusions d'entreprises, qu'à se préoccuper du sort, au quotidien, de ses ressortissants.



SOUSCRIPTION PERMANENTE *Pour que vive La Grande Relève.*

Mme Hesto 370 - Mme Lahens 300 - R. Lobertreau 300 - R. Lobjeois 70 - F. Logre 120 - Mme Luce 1.000 - Anonyme 3.000 - J. Palier 400 - L. Perrard 70 - Mme Quille 20 - R. Rio 70 - A. Schneider 70 - R. Chédemail 670 - Mme Colline 220 - C. Delaunay 300 - Mlle Théric 270 - E. Mons 30 - R. Poulin 70 - R. Desert 20 - L. Lecable 70 - J. Redon 100 - Mme Eckert 250 - E. Rous 130.

Total 7.920 francs.

Merci à tous !

Cette souscription permanente permet d'assurer le service gratuit du journal à ceux des lecteurs intéressés mais qui n'ont pas les moyens de payer leur abonnement au tarif normal. Qu'ils se fassent connaître !

Guerre... et Paix ?

La guerre "du Kosovo" devait durer quelques jours selon notre ministre des Affaires étrangères. À l'heure où j'écris, on en est à près de trois mois. La paix (quelle paix ?) est en vue. Dans la GR de mai, j'ai donné mon opi-

par André Prime

nion sur cette intervention, en essayant, le plus objectivement possible, d'analyser la situation. Aujourd'hui, il est curieux de constater le changement d'opinion de ceux qui furent plutôt au départ du côté des va-t-en guerre : Ainsi l'éditorial du Monde.¹ : « Ces bombardements-là ne sont pas seulement immoraux, ils sont improductifs. Ils resteront comme la marque infamante d'un choix stratégique absurde, même pour ceux qui jugent légitime l'emploi de la force contre Milosevic »

D'innombrables écrits ou déclarations reflètent le même état d'esprit... trois mois après le début des frappes. La véritable histoire de cette guerre reste à écrire : il est bien sûr encore trop tôt, et de toute façon, il y aura des versions totalement opposées.

On peut toutefois faire quelques remarques :

- Tony Blair, le compère de Clinton avec qui il continue de "frapper" en Irak, s'est montré le plus va-t-en guerre au Kosovo : frappons encore plus fort, envoyons des troupes au sol. A moins qu'il n'ait été que le factotum d'un Président des États-Unis trop visiblement patron de l'OTAN (75 % des "moyens" au Kosovo, 95 % des bombes). C'est un curieux homme de gauche que ce Tony Blair ! On peut raisonnablement penser que Chirac et Jospin ont pris ombrage de son comportement.

Les critiques concernant l'intervention de l'OTAN sans aucune référence à l'ONU ont fini par "inspirer" - rendons leur cette justice - notre double exécutif français. Jospin, il est vrai, avait dit² : « On ne m'entraînera pas où je ne veux pas aller ». Toujours est-il que les Français ont dû faire l'impossible pour "mettre les Russes dans le coup" (seule façon d'essayer de raisonner Milosevic) et remettre l'ONU en selle. Les apparences sont sauves... sauf pour ceux qui ne sont pas aveugles.

- La question des Balkans, c'est vraiment l'histoire maudite de l'Europe. Après la guerre, avec la Yougoslavie de Tito qu'aucune puissance n'avait contestée, elle a pu paraître résolue. Mais, après la mort de Tito, divers intérêts (politiques, religieux, économiques) ont poussé à son éclatement. C'est réussi, ...Milosevic aidant par son comportement borné, népotique et inhumain. Pour l'avenir, on

peut faire confiance au jugement du dernier ambassadeur des États-Unis à Belgrade, M. Zimmermann : « Avec la Bosnie, l'ensemble de cette région va être militarisée par l'OTAN pour vingt à trente ans ».

- Solidement cornaquée par Albright, l'UCK (armée de libération du Kosovo suscitée et encouragée par les États-Unis avant la guerre pour déstabiliser Milosevic et la Yougoslavie) signataire des accords de Rambouillet-Kléber ne semble plus désirée. En effet, aujourd'hui, le but des "alliés" est d'occuper la région pour longtemps. Donc exit l'UCK. Après avoir "déboulonné" (c'est le but³) Milosevic, on installera, de préférence par des élections "régulières", une démocratie à l'occidentale qui englobera Kosovo et Monténégro. Mais l'UCK acceptera-t-elle cette situation⁴ ? À mon avis, non. Et c'est le régime mis en place par l'OTAN qui devra se battre contre l'UCK... dont la signature des accords de Rambouillet avait permis à l'OTAN de commencer ses frappes... curieuse politique !

En conclusion, cette guerre n'a atteint que modérément les forces armées yougoslaves : les bombardements depuis plus de 5.000 mètres d'altitude (même avec guidage laser) ont montré qu'ils pouvaient atteindre, à la place d'un tank, un tracteur emmenant en exil une charrette de ...Kosovars. Par contre, l'infrastructure civile est détruite : ponts, usines diverses, centrales électriques, etc. En deux mois, 15.000 bombes ont été déversées, faisant de nombreuses victimes civiles et des "dégâts collatéraux", euphémisme qui reflète mal la réalité. Ces "frappes" auront permis aux Américains de mesurer les progrès concernant la précision des Tomahawks, l'efficacité des bombes au graphite capables de priver une région, voire un pays d'électricité... Ajoutons (on en a peu parlé et pour cause) des bombes à fragmentation qui explosent en mini-bombes à retardement inégalement programmées. Ces bombes relèvent du même esprit que les mines anti-personnel dont les États-Unis refusent de condamner fabrication et utilisation. Et que dire des bombes radioactives à uranium appauvri ?

Jean Belot conclut : « Que peut bien penser l'habitant de Belgrade de cette intervention des forces de l'OTAN ? Qu'elles ont évité d'affronter à terre l'armée serbe, mais que, par compensation et représailles, elles se sont appliquées nuit après nuit à saper le moral de la population civile en ruinant méthodiquement les infrastructures économiques d'un pays qui mettra une génération à s'en relever »⁵.

1. éditorial,
Le Monde,
2/6/1999.

2. GR 988.

3. Les "Alliés" ont fait savoir qu'ils n'aideront à la reconstruction de la Yougoslavie que si Milosevic quitte le pouvoir.

4. Le directeur des recherches stratégiques du Royal United Service Institute, dans une interview au Monde déclare : « Nous ne parviendrons pas à désarmer l'UCK ».

5. Télérama éditorial du 2/6/1999.

Mrs Albright a déclaré : « C'est à l'Europe de payer la reconstruction. Les États-Unis ont fourni l'essentiel des dépenses militaires »

Autrement dit, les États-Unis ont expérimenté leurs nouveaux joujoux*, comme le nouvel avion B2 à 12 milliards de francs pièce, et vous, vous payez la casse, estimée à 200 milliards.

A.P.

* NDLR Le Salon du Bourget a eu un très grand succès, merci !

De l'euphorie planétaire au printemps meurtrier

Après l'euphorie planétaire du Mondial 98 dont l'un des slogans était : «*Faisons vibrer la terre entière / jouez au football / buvez Coca-Cola*», la terre vibre encore cette année, mais dans

par Jean Auribault

deux petits pays d'Europe Centrale. Les buts sont devenus cibles, les ballons missiles, "Force alliée 99" a succédé au "Mondial 98". On aurait pu encore croire que l'engagement de joueurs yougoslaves dans les équipes de différentes nationalités était gage de coexistence pacifique... il n'en a rien été, au vu des images de ces joueurs, rappelés sous les drapeaux !

Nous ne reviendrons pas sur cette guerre qui ne veut pas dire son nom. Ce non-dit rappelle l'époque de la guerre d'Algérie, qualifiée avant l'Indépendance de "pacification" ou "d'événements d'Algérie".

Les chaînes de télévision nous ont asséné, jusqu'à l'écœurement, des reportages, des photos, des témoignages des Kosovars. Le Directeur de France Télévision nous a garanti qu'il n'avait reçu aucune directive gouvernementale sur ce sujet (encore heureux !) Mais, le voyeurisme morbide des reportages ne faisait-il pas monter l'audimat ? Est-on bien certain que l'objectivité de l'information était sauvegardée, et ne conduisait pas à une manipulation de l'opinion par sondages interposés ? Je ne retiendrais de ce climat "fin de siècle" qu'une petite phrase, citée par Serge Halimi¹ et qui résume la mise en scène médiatique : «*On va passer quelqu'un qui pleure parce que c'est une image qui parle* ». Je n'ai pas retenu le nom de ce chasseur de "scoop", piètre journaliste qui se croyait sans doute à Cannes présentant "Exterminator" !

De la Serbie, nous n'avons vu que les cibles atteintes par les frappes aériennes (censure oblige !) D'après les communiqués officiels des forces dites de l'Alliance, les bombardements chirurgicaux on conduit à quelques dommages collatéraux (vous avez dit bavures ?) Au début de l'opération, l'OTAN, en échange de notre consensus, nous avait pourtant promis de ne toucher que des objectifs militaires. Déjà début juin, le nombre d'usines, de ponts, de routes, d'hôpitaux, d'écoles, bombardés ne se comptait plus. Pour les centrales électriques, j'ai appris que le graphite était plus efficace en bombes qu'en crayons ! J'ai découvert aussi que les missiles ne respectent même pas l'immunité diplomatique (quelques morts collatéraux dans l'ambassade Chine...)².

Mais laissons les images qui parlent, pour écouter le son. A part le bruit des explosions*, nous

avons été gratifiés des pires commentaires journalistiques. Pour ne citer qu'un détail significatif de la méconnaissance des reporters : «*les Kosovars (musulmans) boivent de la Slevobidja (eau de vie de prune) pour se reconforter*». N'était-ce pas plutôt des Serbes ? Et la désinvolture continue : «*Il n'y a actuellement pas plus de négociateurs que de poulets dans les élevages belges*³ ».

Et de nous gratifier de tous les poncifs religieux et ethniques pour expliquer que ce conflit était presque fatal («*la poudrière des Balkans*», etc). Pour justifier l'intervention des États-Unis, via l'OTAN, l'argument décisif fut finalement : on ne peut plus tolérer la purification ethnique. Mais cette purification était-elle bien ethnique ? Car le mot purification suffit. En France, on l'a connue, elle n'était pas qu'ethnique pendant l'occupation, elle prit le nom d'épuration après la Libération (et ne châtia pas toujours les vrais coupables !) Au Cambodge (où les É-U se sont bien gardé d'intervenir à l'époque de Pol Pot), il s'agissait aussi de purification (mais d'auto-épuration, si l'on peut dire, tout aussi atroce qu'en Bosnie, ou maintenant au Kosovo). Ainsi, comme l'écrit encore Alain, sommes-nous entrés dans «*l'ère des expéditions humanitaires*».

TÉMOIGNAGE

D'UN PASSÉ RÉVOLU

Mais revenons sur ce terme d'ethnie (associé parfois à des considérations religieuses). Car je veux m'inscrire en faux contre cette interprétation réductrice du problème. J'ai travaillé en Yougoslavie pendant plusieurs années et jusque 1981, je peux donc me permettre de porter témoignage, sur le passé qui éclaire le plus souvent le présent. J'ai ainsi participé à la conception et à la réalisation d'usines de traitement d'eau potable, en Serbie (Belgrade), en Macédoine, et au Kosovo⁴. Les relations que j'ai nouées à l'époque, d'abord professionnelles puis bientôt amicales, ne m'ont pas permis de déceler ces haines farouches entre peuples, ni les conflits religieux dont on nous explique qu'ils seraient à l'origine du conflit. Certes le

1. Le Monde Diplomatique, mai 99:
«*Quand le doigt montre la lune*»
La phrase citée est de La 5, le 18/04/99.

2. Et me revenait en mémoire une des dernières chansons de G.Brassens:
«*Si le sieur Z était un jobaste sans grade
Il laisserait en paix ses pauvres camarades
Mais il est général,
va-t-en guerre matamore
Dès qu'il s'en mêle on compte les morts.*»

3. TF1,
le 7 juin.

4. Il y a des firmes françaises qui ont vendu aussi en Yougoslavie de la technologie et des équipements pacifiques!
Tout le monde ne pouvait pas vendre des hélicoptères ou des équipements militaires aux Serbes et aujourd'hui paraître offensé qu'ils s'en servent !



* — Pourquoi sont-ils partis ?

— A cause du bruit.

— Quel bruit ?

— Le bruit des machines à faire les ruines.

Des machines à faire la guerre

Des machines à faire tuer les enfants de la terre.

Prévert, L'opéra de la lune.

« La guerre contre les pauvres et même le génocide des pauvres est à l'ordre du jour de la modernité »

Alain Joxe, 1997.

- ● ● Parti Communiste Yougoslave dominait la politique générale (avec un jacobinisme qui ne dépayait pas un français y travaillant), mais au niveau des États de cette fédération, une autonomie était visible. Il faut admettre que le communisme yougoslave imposé par Tito avait occulté les différences ethniques et religieuses jusqu'en 1985, mais il est faux de dire que les Serbes persécutaient les autres ethnies (comme le fait encore actuellement la Turquie ou Saddam Hussein vis-à-vis des Kurdes), même si les Serbes avaient la mainmise sur le pouvoir politique de la Fédération.

Oui, j'ai connu une Yougoslavie sans frontières, qui avait su garder son indépendance vis-à-vis de l'URSS (le Palais des congrès de Belgrade accueillait les conférences des pays non alignés !) Le communisme yougoslave tentait d'évoluer vers un système autogestionnaire, et de 1971 jusque 1987, les huit composantes de la Fédération fonctionnaient en états semi-indépendants. Certes des inégalités économiques entre républiques et provinces autonomes étaient flagrantes. En particulier, le Kosovo m'était apparu en 1980, comme une région d'Europe issue directement du Moyen-âge. Les tracteurs d'émigrés Kosovars que nous voyons aux actualités télévisées, étaient rares et les paysans utilisaient encore l'araire, tiré par un âne... Misère des Albanais du Kosovo mais aussi semi-pauvreté des Serbes minoritaires (les Mercedes des Serbes du Kosovo, comme l'a relaté un journaliste ignare étaient rarissimes et en fait, utilisées par les grands cadres du PCY!) Malgré des relations parfois tendues entre certaines minorités (tous les pays européens ont bien leurs propres tensions internes !), quel était l'état d'esprit des Serbes, Croates, Bosniaques, Macédoniens, Magyars ou Kosovars ?

Acquérir un bien-être équivalent à celui des peuples occidentaux. Voilà quelle était leur raison de vivre, bien avant toute conviction politique, religieuse ou ethnique.

RADIOGRAPHIE D'UN GÉNOCIDE

Que s'est-il passé depuis ? Pourquoi en est-on arrivé à ce gâchis⁵ ?

Comme l'écrivait Spinoza : « En ce qui concerne les choses humaines, ne pas rire, ne pas pleurer, ne pas s'indigner, mais comprendre. » Que les Américains n'aient pas cherché à comprendre, cela n'est guère surprenant (ils ont d'autres ambitions planétaires), mais que les pays d'Europe aient fait preuve d'une telle myopie, d'un tel oubli du passé, est atterrant. Qu'avons nous fait de notre fameux devoir de mémoire ?

Et I. Ramonet a raison d'établir un parallèle entre la situation des Kosovars et celle des Arméniens. Car le génocide est enfant de ce

siècle, et la purification, dite ethnique au Kosovo, n'en est qu'un épisode supplémentaire. Le 29 mai 1998 aurait dû nous rafraîchir la mémoire, lorsque les députés français ont reconnu enfin officiellement le génocide perpétré en 1915 par les Jeunes Turcs, contre un million d'Arméniens (selon les Turcs, l'Arménie n'existait pas !). La purification opérée par les Turcs, aujourd'hui, à dose homéopathique il est vrai (quoiqu'efficace : 29.000 morts, 1 million de déportés!), se passe au Kurdistan (mais cet État n'existe pas!), avec la neutralité bienveillante des États-Unis et de l'Europe. Y aurait-il donc deux vérités dans la purification, selon que vous êtes d'Ankara ou de Belgrade ?

Ceci prouve bien que la recherche de la vérité, au nom de l'humanitaire, reste du domaine de l'aléatoire, et que le droit d'ingérence, tant prôné il y a déjà quelques années, est une notion de droit à définir avec circonspection avant toute intervention armée. Et qu'on cesse de manipuler l'opinion pour justifier les expéditions dites humanitaires.

Il n'y a pas de guerre éthique !

En fait, les pays de l'Europe de l'Ouest n'ont pas cherché à comprendre le contexte particulier de cette Europe Centrale, et de la Yougoslavie en particulier, dont la stabilité relative obtenue par Tito pouvait se désagréger rapidement. L'absence d'une politique homogène de la Communauté européenne n'a fait qu'aggraver la situation, dès lors qu'on savait que toute modification politique intempestive pouvait provoquer des conséquences en cascade. Un seul exemple : la reconnaissance par l'Allemagne **seule** (pas tout a fait seule : le Vatican aussi !), le 23 décembre 1991, des républiques de Slovénie et de Croatie .

L'ambiguïté des positions de l'Alliance face à la Serbie a fait, en second lieu, le jeu de Milosevic. Soyons honnêtes, les Occidentaux ne voulaient pas, dès le début, d'un Kosovo indépendant (et ne le souhaite toujours pas clairement). Si Milosevic n'avait pas lancé ses mercenaires et ses soldats, pressés d'en découdre avec l'UCK, les Kosovars subiraient l'oppression, sans que l'Occident ne bouge.

On a beau jeu aujourd'hui de prendre Milosevic comme bouc émissaire, d'applaudir sa condamnation. (Mais que dit le Tribunal International au sujet de Saddam Hussein ou des dirigeants turcs ?) N'est-ce pas nous, les Européens, qui l'avons créé, ce petit dictateur ? Par laxisme, depuis déjà 10 ans : en 1989, il abolit le statut du Kosovo et de Voïvodine et personne ne bronche; par légèreté, en 1995, en l'acceptant comme interlocuteur privilégié dans les accords de Dayton.

Or, à Dayton on savait déjà qu'en Serbie politique et économie sont intimement mêlées, que corruption et malversations profitent à une

5. Voir l'article d'Ignacio Ramonet dans *Le Monde Diplomatique* de mai 1999: «Le Gâchis».

minorité dirigeante, sous l'oeil bienveillant (mais vigilant) du chef suprême ! On ne pouvait ignorer que la Serbie avait hérité de l'ex-Yougoslavie d'une force militaire pouvant aligner 275.000 hommes et environ 250 avions. Enfin, il fallait être bien naïf pour croire qu'un homme ambitieux (rêvant d'être un nouveau Tito), après avoir cédé la Croatie et la Bosnie, n'allait pas tenter de construire une nouvelle Serbie, exempte d'étrangers. (on la connaît cette chanson nationaliste ! En France, certains rêvent encore de jeter à la mer les Arabes, les Juifs, enfin tout ce qui ne porte pas le label "Français de souche" ! Imaginez les partis d'extrême-droite à Matignon...)

Si l'on veut comprendre pourquoi nous en sommes arrivés à ce point, hélas, de non retour, il faut dépasser les vues simplistes d'un conflit archaïque, d'origine ethnique. La Yougoslavie qui avait réussi ce pari d'être une fédération d'États, en neutralisant les nationalismes⁶, n'avait pas été créée artificiellement par Tito. Les Serbes et les Croates, qui auraient eu de bonnes raisons de se détester (génocide des Oustachis Croates pendant la dernière guerre envers les Serbes), ne se vouaient pas une haine irréductible. Je reste persuadé, comme l'écrit Catherine Samary⁷, que les Yougoslaves avaient «une réelle volonté de vivre ensemble.» Certes, l'économie était fragile, car depuis la décision de Tito en 1948, de s'affranchir de toute tutelle russe, le maintien d'une armée forte et bien équipée pesait sur le budget de la Fédération, et particulièrement sur des régions comme le Kosovo, restées dans un état de sous-développement. D'ailleurs, Milosevic n'a jamais, à ma connaissance, utilisé la formule purification ethnique, ce sont les Occidentaux qui ont qualifié ainsi ce qui n'était que la reconquête du pouvoir sur le Kosovo, dans la crainte d'une emprise croissante de l'UCK.

ET UBU DEVINT ROI

L'implosion de la Fédération réside sans aucun doute, à partir de 1986, dans le tournant politique que Slovdan Milosevic voulu faire prendre au système politique. En fait, l'absence d'une réelle démocratie est l'origine première de cet éclatement, et non d'obscures causes ethniques ou religieuses. Une deuxième cause est d'origine économique et non spécifique à la Yougoslavie. C'est la tendance qu'ont eue les républiques riches de Yougoslavie (Croatie et Slovénie) à rechercher une autonomie économique par rapport aux républiques pauvres. La même réaction s'est fait jour en Italie du nord (propositions de la Ligue Lombarde de séparation d'avec le Sud Italien pauvre). Enfin, les pays occidentaux ont vu dans l'éclatement de la Fédération Yougoslave comme le final de la Chute du mur de Berlin, *donc un marché*

ouvert pour la Conquête de l'Est !

La suite, on la connaît, Milosevic, tel Ubu Roi, devint d'une ambition déraisonnable, encouragé par la neutralité coupable des Occidentaux. Son pouvoir, en extension, s'érigea alors en un système couvrant l'économie, la politique, l'idéologie et la psychologie de masse. On a pu s'étonner d'un certain

consensus du peuple serbe à l'égard de la politique de ce chef suprême (même si concerts et chaînes humaines improvisés sous les bombes, relevaient de la manipulation). Mais ce climat social organisé rappelait le type de relations décrites par Michel Foucault, dans ses analyses de "Surveiller et punir". On avait glissé d'un gouvernement chargé d'organiser la vie économique et sociale, à un système asservi à un pouvoir autocratique. Cette régression, ce retour aux méthodes politiques du XIXème siècle, on en trouve le meilleur commentaire chez Balzac : «*tout pouvoir sans contrepoids, sans entraves, autocratique, mène à l'abus, à la folie*».

L'insoumission à ce pouvoir absolu, ne pouvait donc que conduire à l'exclusion des opposants Kosovars. Et l'on trouve toujours, dans chaque pays, des exécutants serviles pour passer aux actes dictés par le pouvoir (miliciens ou soldats sans foi ni loi). Réveillez la fibre nationaliste et vous obtiendrez *haine et animalité collective* ⁸.

DES LENDEMAINS

QUI NE CHANTENT PAS

En ce mois de juin 99, les prémisses d'un règlement pacifique du conflit sont annoncées. Mais on ne peut s'empêcher d'être sceptique sur la capacité de l'Alliance à trouver une issue intelligente à la situation ainsi créée. Il est question de plusieurs "scénarios pour une fin de guerre", dont une sorte de protectorat assuré par l'ONU (on fait appel à elle quand cela nous arrange...) mais après ?

Les ONG ont fait un travail remarquable, le HCR a tenté de réguler le flot des réfugiés, mais après ?

N'est-ce pas la répétition de la situation de l'Europe Centrale en 1945 : pays en ruines et



UBU Milosevic ciblé

UBU Milosevic ciblé - UBU méchant - J.M.

6. qui n'étaient pas forcément d'origine ethnique. Pour preuve: Skanderberg (1405-1468), le héros historique des Albanais, avait une mère slave, était né chrétien et fut élevé par les Turcs!

7. Manière de voir N°45, mai-juin 99, *Le Monde Diplomatique*.

8. Bien que l'homme ne soit ni bon ni méchant, «*La nature humaine réclame sans doute une certaine dose de cruauté. Quand cette dose vient à manquer, comme c'est le cas en nos temps où l'on ne fesse plus, il pousse des maniaques de la souffrance...*» Houssaye, cité par J.Giono, au sujet de *Un Roi sans divertissement*.

« Minerve pleure, sa dent de sagesse pousse... et la guerre recommence sans cesse »

Prévert, *Histoire et d'autres histoires*.

- ● ● des centaines de milliers de personnes déplacées, sans nationalité reconnue, errant de camps en camps ?

Pour réparer ce gâchis, les États-Unis et l'OTAN (qui prétendent agir au nom de la communauté internationale) préparent-ils un nouveau Plan Marshall, pour la région ?

On peut en douter, le contexte économique international est totalement différent. Car, qu'on le veuille ou non, l'économie rattrape toujours le politique, et l'hystérie nationaliste de Milosevic n'y pourra rien. L'ex-Yougoslavie sera alors un conglomérat *d'entités chaotiques ingouvernables*, selon l'expression d'Oswaldo de Rivero⁷, phénomène récent, mais qui est la résultante de la *face cachée de la mondialisation*.

Même si la paix revient, les haines accumulées pendant cette implosion et pendant les conflits ne peuvent plus favoriser la création d'États-nations au sein d'un système fédératif. L'appareil d'État ayant été désintégré, chaque ancienne république risque de se trouver exploitée par la propriété privée de clans, de mafias, ou de groupes multinationaux, comme c'est le cas dans l'ex-URSS.

Même si des accords définitifs sont signés avec la Serbie pour le Kosovo, d'autres crises potentielles se profilent en Macédoine et en Albanie. Et comment vont réagir les Magyars (d'origine hongroise) de la Voïvodine, dont le statut était identique à celui du Kosovo avant la décision de Milosevic de supprimer leur autonomie relative ?

LA SAGESSE DES NATIONS

Quand pourrons nous avoir une vision constructive de l'Histoire ?

Ce siècle a été le plus sanglant : 160 millions de morts dans les différentes guerres. Le premier semestre 1999 se termine par un printemps meurtrier. Quand on songe que les États-Unis qui mènent les opérations, ont été responsables au Vietnam de la mort de 3,5 millions de Vietnamiens et de 58.000 Américains, on est en droit de s'inquiéter. D'autant que l'entretien récent accordé au *New York Times* par Robert McNamara (ancien Ministre de la Défense des Présidents Kennedy et Johnson) montre que nos craintes sont bien fondées : il reconnaît que dans les dialogues postérieurs à la Guerre du Vietnam, entre Américains et Vietnamiens, on s'aperçut que « l'ennemi était beaucoup plus ouvert aux négociations et à la possibilité d'un gouvernement de coalition neutre, à Saïgon, qu'on ne le croyait à l'époque ». Des morts pour rien, et encore un gigantesque gâchis ! Il conclut que la

leçon de cette hécatombe n'a pas été tirée.

Et il ne s'agissait pas là de purification ethnique, mais d'une guerre idéologique, c'était, en réalité, les prémisses de la guerre économique des États-Unis contre les opposants à leur conception *libérale* du Monde !

Aussi, quand Jacques Chirac proclame, ce 2 juin 1999 dans un discours télévisé, que l'accord de paix qui semble se profiler au Kosovo, est le triomphe « du droit et de la dignité humaine », je pense qu'il devrait préciser de quel droit il s'agit. Pour la dignité humaine, il serait grand temps, effectivement, de s'en préoccuper !

S'il s'agit de droit international, reconnaissons qu'il a été bafoué par l'OTAN, qui a déclenché les bombardements sans l'accord explicite de l'ONU. Quant à la dignité humaine, que dit-on à l'Elysée du procès en cours du leader Kurde, kidnappé et livré au gouvernement turc ? La CIA n'aurait-elle pas pu opérer de la même manière avec Milosevic, cela aurait épargné bien des morts.

MISSILES NÉO-LIBÉRAUX

Trêve d'hypocrisies, parlons stratégie *économique*, car les stratèges militaires viennent de nous démontrer, une fois de trop, leurs limites à résoudre les problèmes humains. Que se soit dans un camp ou dans l'autre, pour les puissants, l'humain compte peu, sauf dans les discours. Et il est évident que l'économie actuelle n'étant pas distributive, elle règne cyniquement derrière chaque conflit.

De ce point de vue, la meilleure interprétation de la situation me paraît résumée en peu de mots : « L'offensive néolibérale contre le système des anciens États communistes produit des désordres en Europe qui causent la résurgence de comportements barbares semblables à ceux des nazis⁷. »

Dans « Ne recommençons pas la guerre de Troie », Simone Weil (la philosophe) écrivait en 1937 ces termes prémonitoires, ce qui peut-être notre conclusion : « Ce qu'un pays appelle intérêt économique vital, ce n'est pas ce qui permet à ses citoyens de vivre, c'est ce qui lui permet de faire la guerre; le pétrole est bien plus propre à susciter les conflits internationaux que le blé. » Les États-Unis, lors de la Guerre du Golfe, ont déjà montré leur appétit pour ce pétrole, le blé pourrait bientôt exciter aussi l'appétit de « la bureaucratie des blés »...

Mais la suite est d'une actualité tout aussi brûlante : « Ainsi, quand on fait la guerre, c'est pour conserver ou accroître les moyens de la faire. Toute la politique internationale roule autour de ce cercle vicieux. Ce qu'on nomme prestige national consiste à agir de manière à toujours donner l'impression aux autres pays qu'éventuellement on est sûr de les vaincre, afin de les démoraliser. » Et vous aurez tout compris des motivations des États-Unis dans le conflit du Kosovo : il n'y a pas de pétrole, mais, sous-jacente, la conquête *économique* de l'Europe.

La réflexion qui suit nous a été adressée bien avant qu'on parle de la dioxine dans les poulets...

À qui s'en prendre ?

L'article "La leçon de Terminator", paru dans la *Grande Relève* d'avril, ne pouvait mieux "tomber". Si d'aventure vous observez à cette époque de l'année le terroir breton d'un site suffisamment élevé, vous ne pouvez manquer d'être stupéfait d'y remarquer une couleur végétale pour le moins inhabituelle : un jaune tirant sur le rouge. La campagne est en effet parsemée de taches orangées qui contrastent avec le vert soutenu des pâturages, avec celui des céréales largement engraisées par les déjections animales ainsi qu'avec le jaune lumineux du colza. Vu de haut et de loin, vous pouvez penser qu'une nouvelle culture, inconnue jusqu'alors, a remporté l'adhésion de nombreux paysans. Mais en vous approchant, vous prenez vite conscience de votre méprise. Il ne s'agit pas d'une culture, mais d'une non-culture ou, si vous préférez, d'une destruction totale de la végétation. Toutes ces parcelles rouges qui "ornent" l'exubérance végétale printanière sont en réalité le résultat de l'utilisation quasi-généralisée du *Roundup* de Monsanto. Ce sont les futures cultures de maïs qui sont ainsi débarrassées, avant labourage ou hersage, de toute végétation susceptible d'entrer en concurrence avec le maïs. Une bonne moitié sera ensuite recouverte d'une feuille de plastique afin de provoquer un effet de serre qui hâtera la levée des graines. À l'automne, il n'y aura pas de différence entre "plastifiés" et "non plastifiés", si ce n'est que pour les premiers une aide au "plastifiage" aura été versée. Alors "y'a pas de raison de s'en priver !" Et tant pis pour le plastique, dit "biodégradable", mais qui restera dans le sol en microparticules, on y met déjà tellement de "saloperies", une de plus ou une de moins... S'ajoutent aux parcelles agricoles, des jardins que leurs propriétaires n'ont pas envie d'entretenir "régulièrement".

—C'est pas grave ! disent les jardiniers du dimanche, bien conditionnés, *Roundup* c'est le moins méchant des désherbants, tout le monde le dit. Y en a même un l'autre jour, qui en a bu un verre !»

—Qui ?

—Je ne sais pas...

Le paysan d'avant-guerre avait la fâcheuse réputation, auprès de la population des cités, d'être un lourdaud que les gens qui avaient "été aux z'écoles" pouvaient facilement mettre dans leur poche... Le paysan moderne n'offre plus cette image: il détient, au minimum, un bac agricole quand ce n'est pas un diplôme d'ingénieur. L'agriculteur est donc un technicien de la terre qui, durant sa formation à la culture des végétaux n'a pas manqué d'améliorer la sienne, d'ouvrir son esprit, d'exercer son libre-arbitre et, en principe, d'acquérir une certaine lucidité. Alors, ne comptez pas sur moi pour pleurer sur le sort de ces pauvres agriculteurs qui vont bientôt être obligés d'acheter leurs semences avant chaque semis ! Car enfin, qui a fait les beaux jours de Monsanto sinon les agriculteurs eux-mêmes ? En "traitant", comme des "cinglés", au mépris de l'élémentaire bon sens (le bon sens paysan, encore un cliché éculé !), ils ont fait la fortune de ces multinationales de la mort, alors, si maintenant cette absence pathologique de lucidité les amène pieds et poings liés devant leur dominateur, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes ! Sans pour autant leur jeter la pierre, car, si nous, les consommateurs, sommes assez "tartes" pour accepter béatement ou peureusement les menées nuisibles de ces messieurs, nous ne pouvons, nous aussi, nous en prendre qu'à nous-mêmes. Eux n'ont qu'une façon de s'en sortir : se remettre en cause ou, au moins, remettre en cause leurs pratiques culturelles. En ne traitant plus, ou presque, en adoptant les techniques de l'agriculture biologique (de la vraie¹) ils causeront la ruine des Monsanto et Cie. Et qu'on ne vienne pas me parler de famine à prévenir ! Il y a longtemps que la planète produit suffisamment de végétaux² pour nourrir tous ses habitants... humains (et non les animaux des élevages concentrationnaires des pays occidentaux). Autre débat... dans lequel c'est au consommateur de se remettre en cause.

Yves Emery.

1. Au minimum celle prescrite par le cahier des charges du ministère français de l'Agriculture. Car celui de nos voisins allemands ou autrichiens présente une permisivité fort inquiétante.

2. Selon le démographe Parvid Khalatbari : «Le monde produit 1,8 à 1,9 milliard de tonnes de céréales par an. Si elles étaient distribuées de manière équitable, cela suffirait à la totalité des habitants de notre planète. Or, les pays riches (23 % de la population mondiale) consomment 60 % de la nourriture produite dans le monde.



1. Il s'agit
du N°988
de mai 1999.

Merci pour votre dernier numéro.¹ Vous avez malheureusement compris de travers mes propos que vous reportez dans le "courrier des lecteurs", page 15.

Je ne fais pas référence à une "nature humaine", mais du fait que vous ne prenez en compte que l'argent comme concentration de pouvoir.

Or c'est faux. L'argent est juste un moyen d'obtenir l'obéissance d'autres personnes (d'où du pouvoir : vous savez que le pouvoir c'est la capacité à diriger la force des autres) et il existe bien d'autres moyens d'obtenir cette obéissance, que ce soit par la force brutale (tuer et brutaliser ceux qui ne pensent pas comme on le veut) ou la persuasion (médias, publicité, réunions de groupe, discussions, enfin tous les moyens de transmettre des "informations", y compris l'éducation).

Par votre système, vous donnez le pouvoir de diriger toute la vie à une communauté dite "démocratique", mais vous oubliez que cette communauté ne sera pas forcément plus "libre". Des personnalités influentes se dégageront, du copinage se produira, ceux qui savent le moins s'exprimer, défendre leur projet, seront écrasés.

Vous savez très bien que dans l'histoire, des individus ont eu raison avant les autres, ou fait des découvertes bouleversant les croyances dominantes et qu'ils ont été opprimés par les institutions majoritaires. Non, votre système, ne résoudra pas la majorité des problèmes humains, même s'il réduira l'acquisition du pouvoir par l'argent.

Regardez : le pouvoir d'une église ne repose pas particulièrement sur l'argent, mais sur l'influence qu'elle peut avoir pour diriger les consciences par tout un endoctrinement. De même, le pouvoir d'un syndicat : il n'a de pouvoir que par le soutien des ouvriers.

Je milite par exemple sur le végétarisme, or 98,5 % de la population en France est opposé à cette idée. Si je pouvais avoir la possibilité de diffuser cette idée que par l'autorisation que me donnerait une communauté "démocratique", je ne pourrais jamais le faire. Si je peux le faire, c'est que je peux acheter le travail d'un imprimeur, ce qui, dans un système différent, pourrait être impossible car ce que je voudrais diffuser n'irait pas dans le sens de ce qu'il pense.

Vous négligez beaucoup le poids des traditions. Votre système de gestion de la vie par la communauté ne peut marcher* que si à la base, la culture des humains est particulièrement "éveillée" et encore, c'est toujours possible de manipuler les gens. Si l'économie distributive s'attaque au pouvoir que donne l'argent, ce qui est déjà pas mal, vous oubliez toutes autres façons d'accumuler du pouvoir. La démocratie pour diriger les vies ne met à l'abri de rien : vous pouvez parfaitement imaginer une communauté raciste et ayant un système économique distributif. Vous me direz que ce n'est pas votre idéal, nous sommes d'accord. Mais que se passerait-il si un système distributif existait actuellement dans des communes du sud de la France ou du nord où les idées racistes sont majoritaires ? Argent ou

pas argent des discriminations seraient faites.

Dans tout système, il vaut mieux qu'il existe des contre pouvoirs. Et même des contre pouvoirs face aux communautés majoritaires. Oui, tout ça est très complexe, surtout si on y ajoute les mécanismes de création des désirs individuels.

Pour votre réponse en forme de leçon de morale, merci de me rappeler que le progrès social (et culturel !) se gagne, je n'avais pas remarqué (un peu d'ironie ne fait pas de mal, non ?). Je me demande des fois, lors de vos réponses, si vous ne me prenez pas pour un imbécile...

* Je ne prétends pas que le système actuel "marche mieux", je dénonce juste que vous mettez tous les maux du monde sur l'argent et le système économique, alors que même historiquement, il apparaît clairement que des problèmes existaient avant l'invention de l'argent et de l'économie mondialisée (guerre culturelle, religieuse entre tribus, recherche d'influences diverses sur les autres, jusqu'à la séduction qui est aussi un "pouvoir"). Êtes-vous sûrs qu'une communauté garantit de voir l'intérêt d'un projet ? (lutte d'intérêt, manque de clairvoyance, évolution des oppressions, manque de connaissance,...). Un système qu'on imagine ne peut marcher que si on n'oublie rien lors de sa conception. C'est bien pour cela qu'il est toujours bon d'appuyer son imagination sur des expériences réelles.

P.F., Gimont

RÉPONSE. Il semble, effectivement, que nous nous comprenons mal. Notre réponse était textuellement: «la nature humaine n'est ni tout à fait bonne, ni tout à fait mauvaise. Cela ne doit empêcher personne de se battre pour que les structures de la société cessent d'exacerber ses défauts, d'encourager la concurrence, de favoriser les riches et d'appauvrir les pauvres. Après tout, il y a un siècle, personne n'osait imaginer les congés payés, la sécurité sociale et la retraite pour les travailleurs. Certains croyaient même qu'il serait à tout jamais impossible de faire voter une loi abolissant l'esclavage ! Le progrès social, cela se gagne.» Il n'y a rien de blessant là-dedans. Nous pensons que la démocratie doit être étendue à l'économie et que l'économie distributive (ED) permet une autre éducation, développant l'esprit critique et le respect de l'autre. Non, l'ED qui reconnaît à tout citoyen les mêmes droits, sans discrimination, quels que soient son ethnie, sa religion ou sa couleur de peau, n'est pas compatible avec le racisme. Oui, vous avez raison, dans les débats il y a toujours des gens qui pensent différemment de vous et il y a des désirs individuels (mais aujourd'hui la publicité en crée tant qu'elle peut pour forcer la vente, ce sera toujours ça de moins) et il faut apprendre à les entendre et à en discuter; et non, la société ne sera pas parfaite et un CES pourra ne pas voir du premier coup l'intérêt d'un projet. Mais c'est par la démocratie qu'on peut arriver à un optimum.

Ce que nous proposons avec l'ED ce n'est pas une société ficelée et parfaite, où tout aura été prévu et fixé, c'est au contraire une dynamique permettant enfin de chercher ensemble et d'évoluer ensemble vers le moins mauvais.



RETOUR SUR KING C.GILLETTE

Les lames Gillette avaient produit une lame inusable. Evidemment, gros succès. Ils ont coulé tous les concurrents et au bout d'un moment, fin du coup ! Tout le monde en avait une ! Eh bien, mon pote, ils ont fait une campagne de pub pour dire : « Ramenez-moi votre lame Gillette, je vous en donne deux ! » Tu te rends compte ! Les mecs se sont laissé faire. Ils avaient une lame inusable, ils l'ont changée pour en avoir deux. C'est balaise !

signé : COLUCHE
(envoi de A.D., Palaiseau).

Bouygues pourra réparer tout ce qui a été détruit avec l'argent de ceux qui ont déjà payé les bombes, c'est-à-dire les contribuables. La boucle sera bouclée. Le capital aura rempli son rôle : faire du fric en se parant des plus grandes vertus ! Quant aux Kosovacs... qui c'est ceux-là ? Ah oui ! ben ils vont être contents, on va les protéger, leur vendre du matériel pour qu'ils soient heureux, heureux ! Bien, j'arrête là, vous allez croire que je suis raciste.

S.S., Verrières-le-Buisson

RÉPONSE. Je ne pense pas que ce que j'ai dit dans ce n°998 ressemble vraiment à ce qu'on lit dans *Le Figaro*. J'espère que le N° suivant vous en aura convaincu, même en changeant l'ordre dans lequel je me suis exprimée.

M-L D.

* * *

Veillez trouver ci-joint l'original d'un article d'Ouest-France du 8 mai annonçant la naissance d'un groupe ATTAC en Cotentin... J'avoue ne pas retrouver chez eux les thèmes qui nous sont chers, mais puisque nous leur faisons de la pub! nous en font-ils ?

R.V., Montfarville

RÉPONSE. A part une ou deux citations, non, le *Diplo* ne nous fait pas de pub ! Mais nous ne soutenons pas ATTAC pour que le *Diplo* parle de nous ! Nous soutenons ATTAC parce que c'est une association de citoyens motivés qui veulent comprendre sur quoi repose la dictature du pouvoir financier et y mettre fin. Ils doivent donc forcément aboutir à comprendre quel type de changement est nécessaire, même si, pour l'instant, nos propositions radicales en ce qui concerne la monnaie capitaliste font encore peur aux dirigeants du *Diplo*. Même à leurs yeux, toute proposition qui passe par une remise en cause de la monnaie capitaliste, peut-être même du capitalisme, ne peut être que du rêve irréalisable. Mais, courage, leur réflexion va dans le bon sens et ils vont s'apercevoir que les réformes qu'ils proposent sont irréalisables dans le système ! Et alors, logiquement, ils y viendront !

* * *

Bravo pour ton éditorial intitulé "Stop les racismes": au moins, c'est clair. Mais par contre il va falloir que je prenne du temps pour relire le dossier sur les retraites parce que malgré les beaux schémas, je n'ai encore rien compris.

S.B. Saint-Germain

RÉPONSE. Oui, prends la peine de le relire. La question n'est pas simple, et elle est importante. Il faut avoir ces arguments pour combattre tous les bobards qui circulent sur le sujet.

M-L D.

Je trouve stupéfiant que le financement des retraites par monnaie de consommation, solution propre à l'économie distributive, n'ait pas même été mentionné, alors qu'il aurait dû figurer en toute première place des idées avancées en la matière..

À ATTAC, on parle de répartir des revenus censés exprimer des richesses, mais on reste muet sur le volume physique réel des richesses produites, sans cesse croissant, à DISTRIBUER au moyen d'une monnaie de consommation, volume aujourd'hui comprimé du fait que l'abondance tue le profit.

C'est la révolution monétaire qui donnera le feu vert à l'ED. Il faut le répéter sans trêve.

H.M., Guérande.

* * *

Je voudrais vous faire part de mon sentiment concernant l'éditorial de M.L. Duboin du dernier numéro, le 998. Je me suis demandé si je lisais le *Figaro* ou autre torchon du genre. On a sûrement beaucoup de choses à reprocher au régime serbe et à Milosevic, mais je pense que l'article a été présenté à l'envers : d'abord dénoncer l'attaque éhontée des Américains sur le peuple serbe. Des Américains et malheureusement les gouvernants serviles de soi-disant Europe : pour les Anglais c'est normal, ils sont les chiens fidèles du maître américain, quant aux Allemands, dans le fond les Serbes ont toujours été contre eux, alors hein ! mais que dire de nos propres dirigeants ! Et les soi disant écologistes qui admettent que bombes et missiles sont moins polluants que les engrais ou les Diesel. Les morts... ça fait partie des "droits de l'homme".

Pour en revenir aux "Maîtres du monde" c'était une occasion idéale pour faire une démonstration de force, pour essayer de nouvelles armes ou améliorer par exemple le guidage des missiles, quoique ça fait bien plaisir également aux actionnaires des usines d'armements, ça permet également de tester la réaction des pays non OTAN... voir la Russie, on ne sait jamais, il y a encore des armées chez eux. Et puis, après la meute des reconstructeurs du style

La Grande Relevance, mensuel de réflexion socio-économique vers
L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex
Téléphone seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures, : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr
Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>

•
mensuel de réflexion
socio-économique
fondé en 1934
par Jacques DUBOIN

•
directrice
de la publication :
Marie-Louise
DUBOIN

•
rédaction :
les abonnés
qui le souhaitent,
tous bénévoles.
Les manuscrits
sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas retournés.

•
GRAPHISME :
LASSERPE
A.-L. WITSCHGER

•
Impression : ARTIS
•
Commission paritaire
N° 57434

•
ISSN 0398-2076

•
Diffusé par les N.M.P.P.

La Grande Relève
DES HOMMES PAR LA SCIENCE
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE VERS
L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

TARIF DES ABONNEMENTS

France (un an, 11 numéros)	130 FF	ou	20 Euro
Abonnement d'essai, six mois	70 FF	ou	10,67 E
Abonnement de soutien (deux exemplaires)	200 FF	ou	30,49 E
Abonnements de propagande (cinq exemplaires)	250 FF	ou	38,12 E
(dix exemplaires)	350 FF	ou	53,36 E
Europe, un an	175 FF	ou	26,68 E

par avion, nous consulter

RÈGLEMENTS :
à l'ordre de **La Grande Relève**
par CCP N° **13 402 39 M Paris**
ou
par mandat ou chèque bancaire
B P 1 0 8
78115 LE VÉSINET Cédex

A bonnés, même si vous ne cherchez pas ce journal dans les kiosques et les bibliothèques, vous lisez beaucoup et vous vous documentez sur l'actualité. Au sens commercial des professionnels de la presse, vous constituez donc ce qu'ils appellent "une cible". Ensemble, tirons-en parti : nous publions, établi selon vos observations, un palmarès des adresses des distributeurs qui mettent *La Grande Relève vers l'économie distributive* bien en évidence, en vous recommandant de leur apporter votre clientèle. Et ne croyez pas ceux qui vous racontent qu'ils ne peuvent pas se procurer le journal parce que c'est faux, nous payons les NMPP pour cela. Envoyez-nous des adresses de points de vente, notez celles que nous transmettons et indiquez-les à vos proches. Vous représentez un gros potentiel de clients pour les diffuseurs de presse... qui ne jugent un journal que par les ventes qu'il peut leur apporter !

NOS LECTEURS

RECOMMANDENT :

- *Maison de la presse, 06000 NICE,*
- *Point H, gare SNCF, 06000 NICE,*
- *Au fil des mots, (M.Blanchet),*
29 rue Bernard Palissy, **47300 VILLENEUVE SUR LOT,**
- *Maison de la presse, 66400 CÉRET,*
- *Le cheval dans l'arbre, bd Mal Joffre, 66400 CÉRET,*
- *Au Moulin à papier, (G. Labbez),*
44 Cours Richard Vitton, **69003 LYON,**
- *La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007 LYON,*
- *Librairie Parallèle, 47 rue Saint Honoré, 75001 PARIS,*
- *Publico, 145 rue Amelot, 75011 PARIS,*
- *kiosque Rémy Castanier, Galerie Mayol, 83000 TOULON,*
- *presse-lib-papet. Centre Comial la Rode, 83000 TOULON,*
- *kiosque 19 av. De Lattre de Tassigny, 83000 TOULON.*

BIBLIOTHÈQUES RECEVANT LAGR

FRANCE :

- 44041 NANTES *15 rue de l'Héronnière*
- 75006 PARIS *78 rue Bonaparte*
- 75014 PARIS *Mairie du XIV ème*
- 76400 FÉCAMP, *5 rue Théagène Boufart*
- 92000 NANTERRE *2 rue de Rouen*
- 92000 NANTERRE *6 Allée de l'Université*
- 92100 BOULOGNE *Mairie*
- 97489 SAINT DENIS DE LA RÉUNION, *Université*

BELGIQUE :

WAVRE *Bibliothèque Lefevere, Chaussée des Nerviens, 25.*

SUISSE :

1211 GENÈVE *Palais des Nations, Bureau 56*

BON DE COMMANDE À REMPLIR, DÉCOUPER ET ENVOYER AU JOURNAL :

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR

- ... exemplaires de la *Grande Relève* N°....., à ... F l'un, soit F
- ... exemplaires de *Kou l'ahuri*, à 65 F l'un, soit F
- ... exemplaires de *Les affranchis de l'an 2000*, à 110 F l'un, soit F
- ... exemplaires d'*Un Socialisme à visage humain*, à 25 F l'un, soit F
- ... exemplaires de la bande dessinée *Et si on changeait ?* à 25 F l'une, soit F

JE JOINS POUR CELA LA SOMME TOTALE DE F

PAR CHÈQUE À L'ORDRE DE **LA GRANDE RELÈVE, CCP 1340239 M PARIS.**

PRÉNOM, **M**.....

NOM,

ADRESSE

EN CARACTÈRES

D'IMPRIMERIE

ET SIGNATURE